

Défi TikTok : un adolescent américain tué par une chips ultra-pimentée

Page 7

Ce condiment en excès augmente les risques de cancer gastrique

Page 7

Le milieu de terrain lié à Liverpool « disponible pour 13 millions de livres sterling cet été »



Deux défenseurs de Chelsea "sur le radar de Manchester United"



Thomas Tuchel "fait la demande de Bruno Fernandes lors des négociations à demi-tour avec le Bayern Munich"



Page 8

Free Distribution

En Finlande, les aurores boréales permettent de faire des économies d'énergie

Page 7

Le Quotidien

Check nous online : <https://lequotidien.net>

Conspiracy to defraud Mauritius Telecom

La charge provisoire contre Danesh Ellayah rayée

La magistrate W. Z. Peerally Sayed-Hossen, siégeant en Cour de district de Port Louis, a ordonné la radiation de la charge provisoire de complot, logée contre Danesh Ellayah. Selon la police, ce dernier aurait comploté avec Sherry Singh pour 'defraud' Mauritius Telecom. Danesh Ellayah a, par l'entremise de son homme de loi, présenté une motion pour la radiation de la charge provisoire 'for lack of reasonable suspicion'. Après

avoir entendu les arguments des deux parties, la magistrate Peerally Sayed-Hossen a conclu que 'the police has failed to come with sufficient reasons to meet the reasonable suspicion threshold'. La charge provisoire est donc rayée, mais la police peut toujours revenir à la charge si elle détient des preuves plus solides.

(Voire jugement en page 2 et 3)

Energie verte

Pose de la première pierre du parc solaire photovoltaïque de 10 MW à la Valette, Bambous



La cérémonie de pose de la première pierre d'un projet de ferme solaire photovoltaïque (PV) de 10 MW à la Valette, Bambous, a eu lieu en présence du ministre des Finances, de la Planification économique et du Développement, Dr Renganaden Padayachy, et du ministre de l'Énergie et des Services publics, M. Joe Lesjongard. Plusieurs personnalités, dont le ministre des Transports Terrestres et du Tramway, M. Alan Ganoo, et la directrice générale de Landscape Mauritius, Mme Naila Hanoomanjee, étaient également présents.

Le projet de ferme photovoltaïque de 10 MW, d'un montant de Rs 550 millions, produira environ 20 GWh d'électricité par an et devrait être achevé d'ici février 2025. Il desservira 13 000 foyers et contribuera à une diminution des émissions de carbone.

Dans son discours, le Dr Padayachy a souligné que Maurice, en tant que petit pays insulaire en développement, est plus vulnérable en raison des changements extrêmes des conditions climatiques et du réchauffement climatique et doit s'adapter pour renforcer la réponse du pays au changement climatique. Il a fait remarquer que Maurice est parmi les premiers signataires de l'Accord de Paris sur le changement climatique et a mis en œuvre, au fil des années, plusieurs mesures pour atténuer les effets du changement climatique. L'énergie verte, a-t-il souligné, a conduit à la création de nouvelles opportunités dans le secteur énergétique, tout en soulignant que le secteur nécessite également des financements substantiels pour se développer davantage et stimuler la croissance économique du pays. La collaboration du secteur privé est

primordiale pour accélérer la transition énergétique de Maurice en soutenant les objectifs du gouvernement de réduire sa dépendance aux énergies fossiles et de diversifier son mix électrique, a-t-il souligné. Dans la même offre, il a ajouté que l'énergie verte est mise en œuvre dans plusieurs secteurs, notamment industriel, commercial, technologique et éducatif, afin

de maximiser les énergies renouvelables. Il a réitéré la ferme détermination du gouvernement à se tourner vers une transformation intelligente du secteur de l'électricité pour mieux faire face aux impacts du changement climatique, favoriser une croissance durable et une économie résiliente.

Pour sa part, le ministre Lesjongard a souligné que le parc photovoltaïque de 10 MW est le premier projet de parc photovoltaïque terrestre mis en œuvre par des entreprises publiques, dans le cadre du programme d'énergies renouvelables Greenfield. Il a rappelé que le projet avait été lancé par la Commission centrale de l'électricité en 2022 et que plusieurs institutions publiques avaient notifié leur intention de développer leur parc solaire.

La Banque de Développement de Maurice a été l'une des premières entreprises à installer des panneaux solaires d'une capacité de production de 950 kilowatts. Ces initiatives, a-t-il déclaré, sont rassurantes car elles aident le pays à atteindre 60 % d'énergies renouvelables dans son mix énergétique d'ici 2030 et à réduire sa dépendance aux combustibles fossiles.

Depuis 2023, trois nouveaux parcs solaires sont en opération notamment à Henrietta, Arsenal et l'île Rodrigues, dont l'inauguration est prévue ce samedi, a-t-il précisé.

Il a également souligné la nécessité de démocratiser le secteur énergétique et de permettre la participation des différentes catégories d'opérateurs ainsi que des citoyens. A cet égard, il a indiqué que les familles à faible revenu bénéficient de panneaux solaires photovoltaïques gratuits, les ménages et les entreprises sont encouragés à produire leur propre électricité pour participer à la transition énergétique.

En outre, il a indiqué que le ministère a développé le programme agro-PV pour permettre à une personne de produire 500 KW d'énergie solaire à utiliser dans sa ferme. Selon lui, cela contribuera à réduire la dépendance du pays à l'égard des importations alimentaires et en même temps à renforcer la sécurité alimentaire à Maurice.

Conspiracy to defraud Mauritius Telecom

La charge provisoire contre Danesh Ellayah rayée

IN THE DISTRICT COURT OF PORT LOUIS

In the matter of Provisional

Police

v.

Danesh Ellayah

Ruling

1. The suspect was provisionally charged with the offence of conspiracy in breach of section 109(1) of the Criminal Code (Supplementary Act) on the 1st September 2023.

2. The particulars on the provisional information are reproduced below:

"That on or in the year two thousand and eighteen at Port Louis, in the said District one Danesh ELLAYAH, holder of NIC, 40 years, Company Directors, residing at No.54, Allée D'Helvetia, Moka, did wilfully and unlawfully agree with one another person to do an act which is wrongful to another person, to wit:- In the aforesaid year and place, the said Danesh ELLAYAH conspired with one Manvendra Singh to defraud the Mauritius Telecom."

3. Defence Counsel has moved that the case against the suspect be struck out on the ground of lack of reasonable suspicion against the suspect. The Respondent having objected to the motion, arguments were held on the aforesaid point of law. Me G. Glover SC together with Me Y Bhadain appeared for the suspect whereas the case for the police was conducted by Me Bangaroo of the ODPP. The case for the Police

4. The enquiring officer, deposed to the effect that the enquiry against the applicant started as far back as June 2023. The Applicant was suspected to have conspired with one Manvendra Singh to benefit from the contract for the supply of set of smartboxes to Mauritius Telecom through a foreign entity named Anglomobility Dmcc (hereinafter referred to as "Anglomobility"). As per the evidence tendered by the EO, whereas one Manvendra Singh had stated that Huawei was the only entity willing to participate in the proof of concept, the Head of Procurement of MT provided contradictory explanations to the police to the effect that allegedly the project was presented and approved by the board even before an evaluation by the procurement department. Furthermore, it is also on record that the suspect is the director of a company based in the UAE called Anglomobility. However, no evidence was tendered to the effect whether at the material time the suspect was a director of Anglomobility. The suspect was also an employee of Huawei whereby he had used Huawei's email address to invite MT to request a quote from Anglomobility. As regards the status of the enquiry, the police had made a request for Mutual Legal Assistance (hereinafter referred to as "MLA") on 29/01/2024 to obtain information to assist in the enquiries and it came to light under cross-examination that the purpose of the MLA was to find out about the directors of Anglomobility among other issues,¹ The Enquiring officer admitted that in the case at hand the fraud was to the effect that Anglomobility had made a huge profit when selling the set of boxes to MT.

5. Counsel for the ODPP submitted to the effect that the threshold for reasonable suspicion is a lower threshold than the criminal burden of proof. Counsel relied on a number of authorities including State v Utchanah 2023 SCJ 172, Ahsue v State of Mauritius 2015 SCJ 110, Manraj & Ors v ICAC 2003 SCJ 75, Jugnauth v The State 2012 SCJ 132 and pages 6 and 12 from the judgment of O'Hara v Chief Constable of the Royal Ulster Constabulary (Northern Ireland)². Counsel further submitted that the present matter relates to conspiracy and that there is no need to have direct evidence to satisfy the elements of the offence. He also submitted in a gist that there are sufficient connections for the police to have reasonable suspicion against the suspect in as much as the question to the court ought to be whether it can objectively suspected that the defendant was involved in an illicit activity with regards to MT. He relied on several factors including the following which I find material to reproduce here:

- the fact that the enquiry started well before the arrest of the suspect,

1 Cross-Examination of the EO, page 24 of the proceedings

2 12 December 1996

- the contract refers to a substantial amount of money disclosing a huge amount of profits,

- there was allegedly a violation of procurement procedures,

- the suspect was allegedly involved to a certain extent to the attribution of the contract to a third-party company.

The case for the Defence/Suspect

6. No evidence was adduced by the suspect. However, Senior Counsel referred to a number of cases including the decision in the case of Ramgoolam v. The State 2024 SCJ 113. He submitted in a gist that only equivocal facts have been adduced by the prosecution. He stressed that no complaint was made by Mauritius Telecom as regards any prejudice caused to Mauritius Telecom and he highlighted that the previous supplier had also supplied Mauritius Telecom at the same price. The only evidence as per Senior Counsel is that in 2018 the suspect had informed MT to contact Anglomobility to request information and other than this email, there is nothing against his client. He further submitted that almost a year has passed since the arrest of his client and the police is still fishing for evidence against his client to the prejudice of his constitutional rights.

The Court's Analysis

7. I have taken into account the submissions of counsel for both parties and all the evidence on record.

8. The Learned Judge Gunesh-Balaghee in the case of Ramgoolam v The State of Mauritius & Ors 2024 SCJ 113 had the following to say on the role of the court as regards a motion to be released on bail or to have the provisional charge against the accused struck out:

"Of course, the detainee may make a motion to be released on bail or to have the provisional charge struck out. Should there be any objection to the motion, the police will then adduce some evidence. The Court's role at that stage is not to assess the merits or demerits of the charge but to assess the nature of the evidence in order to determine whether the detainee should be released on bail or the provisional charge should be struck out, as the case may be. The discretion of the Court to grant bail or strike out the provisional charge will depend largely on the evidence adduced at that stage by the police and/or the defence."

Underlining is mine.

9. Her Ladyship Gunesh-Balaghee in Ramgoolam (supra) also cited the following extract from Blackstone's Criminal Practice 2013 at page 1190 to explain that "the reasonable suspicion must be based on facts or evidence even though not enough to constitute a prima facie case-

"D1.4 It has been held that reasonable suspicion requires both that the constable carrying out the arrest actually suspects (a subjective test) and that a reasonable person in possession of the same facts as the constable would also suspect (an objective test). In addition the arrest must be Wednesbury reasonable (Castorina v Chief Constable of Surrey (1988) 138 NLJ 180)...."

10. Further, in Manraj DD & Ors v ICAC 2003 SCJ 75, the Supreme Court stated that:

"Reasonable suspicion, in contrast to mere suspicion, must be founded on fact. There must be some concrete basis for the officer's belief, related to the individual person concerned, which can be considered and evaluated by an objective third person

"Reasonable suspicion" is no instinct, allows no guess, no sixth sense. It is scientific. It has to find support on facts, not equivocal facts but facts consistent with guilt...

Facts may point unequivocally to the view taken by the police or equivocally to that view. Where they point unequivocally, the suspicion is reasonable. Where they are equivocal, no coercive action may be taken by the Police until the facts become unequivocal..."

Underlining is mine

11. Therefore, it is now incumbent on this court to assess not only the nature of the evidence on record but also to

assess whether the facts adduced before this court have met the threshold of "reasonable

suspicion" and that these facts are consistent with guilt 3. 12. Having perused the court record, the evidence adduced before the court at this stage can be condensed to the following salient facts:

- Procurement procedures were not followed within MT as per the evidence adduced by the police;

- The police suspects that the company Anglomobility benefited from an exaggerated margin of profit. On the one hand, the police did not explain why they deemed the profit to be exaggerated other than a basic mathematical subtraction between the cost price and the selling price and how procurement procedure was allegedly breached, and that this amounted to an unlawful activity;

- On the other hand, it is on record that the previous supplier had also pitched at about the same price to MT as Anglomobility did, as conceded by the EO himself.⁴ Moreover, the police did not deem it necessary to make an enquiry on the previous supplier due to the simple reason that there was no complaint against the previous supplier;⁵

- The suspect had used his Huawei email to invite MT to request a quote from Anglomobility;

- There is no direct complaint that MT was defrauded. The EO stated that the present OB was opened following enquiry in another OB;⁶

- The suspect is or was at one point the director of Anglomobility. However, no evidence was adduced to the effect that the suspect was the director of Anglomobility when he invited MT to request a quote although the EO conceded under cross-examination that the suspect was a mere employee for Huawei at the material time;⁷

- At the material time, the alleged co-conspirator was the CEO of MT and he was not a director. He had no voting power⁸.

13. At this juncture, I find it also apt to refer to the elements of the offence of conspiracy in view of determining whether the threshold of reasonable suspicion has been met as 3 Manraj (Supra)

4 Cross-Examination of the EO, page 20 of the proceedings.

5 Cross-Examination of the EO, pages 20-21 of the proceedings.

6 Cross-examination of the EO, page 21 of the proceedings.

7 Cross-Examination of the EO, page 22 of the proceedings.

8 Cross-Examination of the EO, page 19 of the proceedings.

regards the offence under the present provisional charge. The Learned Judges in the case Dip & Ors. v The State 2021 SCJ 36 summarised the elements of the offence of conspiracy as requiring:

a. An agreement between the co-conspirators;

b. To do a wrongful act; and

c. With the requisite mens rea for the offence.

14. Further, the Court in DPP v Narrainen 2024 SCJ 97 also referred to the case of R v Anderson [1986] A.C. 27, HL, whereby mens rea was held to be "an essential element in conspiracy only in that there must be an intention to be a party to an agreement to do the wrongful act."

15. It is stated in the information that the suspect "conspired with one Manvendra Singh to defraud the Mauritius Telecom". Therefore, the wrongful act here would allegedly be "to defraud the Mauritius Telecom."

16. Hence it begs the question whether the email emanating from the suspect through his Huawei email would amount to "an agreement to do, among other things, an unlawful act," had the suspect been a director of Anglomobility at the time of the sending of the email? This court finds that objectively this question ought to be answered by no for the reasons expatiated below.

17. The said email refers only to the suspect requesting MT to ask for a quote from Anglomobility. A quote is not something that would have bound MT and MT can only be bound by its own decision-makers. Further, the police

Selon le ministre des Services Financiers

Le gouvernement vise à faire de Maurice un modèle d'excellence dans le domaine de la cryptographie

Le gouvernement vise à faire de Maurice un modèle d'excellence dans le domaine de la cryptographie et investira dans des initiatives visant à améliorer la littératie financière, à promouvoir la protection des consommateurs, ainsi qu'à sensibiliser aux opportunités et aux risques associés aux crypto-monnaies, à la finance décentralisée et la technologie blockchain. C'était au cœur de la déclaration du ministre des Services financiers et de la bonne gouvernance, M. Soomilduth Bholah, à l'InterContinental Mauritius Resort à Balaclava. Il participait à la troisième édition du Cryptoverse Summit, organisé par Wakanda 4.0. Wakanda 4.0 agit comme un guichet unique pour ses clients et fournit des services allant du développement de sites Web, de la formation, du développement commercial et de l'organisation de conférences, aux services de conseil, de contenu et de création vidéo. Le cryptoverse, a déclaré le ministre, représente un changement de paradigme, où l'innovation, l'expérimentation et la rupture sont des thèmes constants, et, depuis les humbles débuts du Bitcoin jusqu'à la croissance explosive des applications décentralisées et des jetons non fongibles (NFT), le cryptoverse a capturé l'imagination de millions de personnes dans le monde. M. Bholah, soulignant que les principes fondamentaux du Cryptoverse doivent reposer sur la transparence, la décentralisation et l'inclusivité, a réfléchi à la responsabilité et aux défis que ce paysage numérique en évolution rapide présente pour notre système financier et

Conspiracy to defraud Mauritius Telecom

ought to satisfy the court that the threshold of reasonable suspicion against the suspect has been met under this provisional information. The fact remains in the present matter that the decision to award the contract was not one made by the suspect but it was one awarded by MT. There is no evidence before the court to suggest that the suspect has been involved in the decision-making process or of any evidence of an agreement between the suspect and the alleged co-conspirator to do an unlawful activity. If anything, the suspect is a third party to MT and he never had any voting power in MT. To use the presence of this email as a basis for suggesting that the suspect had a hand in the attribution of MT's contract to Anglomobility or a criminal intent would be far-fetched and untenable. As such whether or not the suspect was a director of Anglomobility at the time of sending this email does not amount to facts consistent with guilt 9and is not a non-equivocal fact pointing to an agreement between the co-conspirator and the suspect justifying coercive action to be taken by the police against the suspect.

18. The court also observes that, in his reply, counsel for the ODPP held that the non- equivocal fact is the existence of the contract between Anglomobility and MT for a number of years and involving millions of dollars. The court finds that it would be preposterous to rely on the amounts of profits made by Anglomobility to suggest that there was a wrongful activity. It is even on record that there has not been any complaint made directly by MT to the Police as regards this matter. In the event that procurement procedures were not followed as alleged by the EO, the court deems that it is for those involved in the management and control of MT to come up with explanations.

19. At this stage, I find it apt to refer to the following extract from Manraj (supra):

"First the suspicion should be reasonable: King v Gardner (1979) 71 Cr. App.

R. 13; Prince [1981] Crim. L. R. 638. Second reasonability should be gauged not from the personal point of view of an officer or his subjective standard. It should be appreciated from the objective standard, the point of view

of a dispassionate bystander." 20. The Court further observes that the previous supplier who supplied the set of smartboxes to MT at about the same price as Anglomobility as per the evidence on record has not been the subject of an enquiry¹⁰. Applying the point of view of a dispassionate bystander, I find it arbitrary for the police to rely on the price at which the boxes were sold to MT by Anglomobility to suggest that there is reasonable suspicion against the suspect when MT had previously bought the boxes at "about the same price."

of a dispassionate bystander."

20. The Court further observes that the previous supplier who supplied the set of smartboxes to MT at about the same price as Anglomobility as per the evidence on record has not been the subject of an enquiry¹⁰. Applying the point of view of a dispassionate bystander, I find it arbitrary for the police to rely on the price at which the boxes were sold to MT by Anglomobility to suggest that there is reasonable suspicion against the suspect when MT had previously bought the boxes at "about the same price."

21. Accordingly, and relying on the authority of Manraj (supra) where it has been held that "Reasonable suspicion" is no instinct, allows no guess, no sixth sense," I hold that there is a dearth of evidence adduced before this court to meet the reasonable suspicion threshold under this provisional charge before this court.

22. Moreover, bearing in mind the elements of the offence for conspiracy and the abovementioned loopholes in the case of the prosecution, I hold that the nature of the 9 Manraj (supra)

10 Cross-examination of the EO, page 20 of the proceedings.

evidence against the suspect that the police has put before the court is weak. Therefore, taking into account the constitutional right of the suspect under section 5 of the Constitution of Mauritius, the purpose of a provisional charge¹¹, and on the evidence adduced by the police before me, I hold that the police has failed to come with sufficient reasons to meet the reasonable suspicion threshold to satisfy the court that on this occasion this provisional charge should continue to last against the suspect.

23. For all the reasons explained above, I, therefore, strike out this provisional charge against the suspect. The present order is not to be construed as a finding of guilt (or lack of). Should stronger evidence come to light that satisfy the threshold of prima facie case against the suspect, the prosecution is not debarred from entering a main case against the suspect. The prohibition order against the suspect made under this provisional charge shall lapse forthwith.

Base de données continentales

La ministre Ramyad rencontre des consultants de la Commission économique des nations Unies pour l'Afrique

Deux consultants de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA), dont le chargé des affaires économiques du Centre africain pour la politique commerciale, M. Souleymane Abdallah, et le consultant principal, M. Wael Gameledin, ont rendu une visite de courtoisie à la ministre du Développement Industriel, des PME et des Coopératives, Mme Naveena Ramyad, à Port Louis. MM . Abdallah et Gameledin participent à une mission de terrain de la CEA de quatre jours à Maurice qui comprendra des discussions interactives avec des parties prenantes publiques et privées et des visites d'entreprises telles que RT Knits Ltd et Tianli Spinning (Mauritius) Mills Co. Ltd. La mission vise à recueillir des informations pour le développement d'une base de données continentale sur les matières premières et les intrants de production pour l'industrie textile. À son tour, la base de données continentale aidera les décideurs politiques à affiner leurs positions de négociation pour la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et aidera les entreprises à améliorer leurs stratégies d'approvisionnement pour une production durable. La base de données soutiendra également les négociations en cours sur les règles d'origine dans le cadre de la ZLECAf.

Il est rappelé qu'en 2022, Maurice, par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, a demandé l'assistance de la CEA pour développer une base de données continentale. Cette initiative devrait promouvoir les chaînes de valeur régionales et renforcer le commerce interafricain dans le secteur textile. Neuf pays, dont Maurice, le Lesotho, le Kenya, l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Mali, le Maroc et l'Égypte, font partie de ce projet

Diplomatie

Le nouvel ambassadeur de Slovaquie présente sa lettre de créance au Président Roopun

Le nouvel ambassadeur désigné de la République de Slovaquie à Maurice avec résidence à Pretoria, M. Vladimir Gracz, a présenté sa lettre de créance au Président de la République de Maurice, M. Prithvirajsing Roopun, à la State House à Réduit.

Dans une déclaration à l'issue de la réunion, l'ambassadeur a indiqué que le potentiel et la possibilité d'une coopération concrète entre Maurice et la Slovaquie ont été soulignés, notamment dans divers domaines, dont l'agriculture, la production d'engrais organiques et l'éducation à travers des bourses d'études pour les jeunes Mauriciens. Abordant le succès de la Slovaquie dans le domaine de la météorologie, M. Gracz a souligné l'opportunité de partage des connaissances et de renforcement des capacités pour améliorer la capacité de Maurice à atténuer et à s'adapter aux impacts du changement climatique. En outre, il a déclaré que cette collaboration pourrait inclure des recherches conjointes sur la modélisation climatique, le développement de systèmes d'alerte précoce et la mise en œuvre de pratiques durables pour se prémunir contre les menaces environnementales. En outre, reconnaissant le flux touristique croissant de la Slovaquie vers Maurice, l'ambassadeur Gracz a souligné le potentiel de collaboration économique dans le secteur du tourisme, approfondissant davantage les relations bilatérales et favorisant les liens interpersonnels.

Le Quotidien

REDACTION ET ADMINISTRATION

4ème étage, Pearl House, 16 Sir Virgil Naz St, P. Louis

Tel : 208 2631 – Fax : 208 2625

Email : le_quotidien2@yahoo.fr

REDACTEUR EN CHEF : ROBERT NG

WZ PEERALLY SAYED-HOSSEN

District Magistrate

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE
WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that I Maxcity Property Fund Ltd Will apply to the Municipal, council of Quatre Bornes for a Building and Land Use Permit for a proposed Mixed use development consisting of two retail floors and nine office floors with two levels basement parking Wall Street, Ebene Cybercity, Ebene

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication.

Date 20 May 2024

SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on **Thursday the 20th day of June 2024 at 1:30 p.m.** shall take place before the **Master's Court** (Courtroom No.23, 2nd Floor), Supreme Court, Cnr Edith Cavell & Desroches Street, Port Louis, the **SALE BY LEVY of:- DESCRIPTION OF PROPERTY: DESIGNATION: PROPERTY CHARGED: LE LOT NO. 17**, étant le Penthouse 35 devant servir exclusivement pour des besoins résidentiels est situé au troisième étage du bâtiment, à droite de la cage d'escalier et ayant une surface utile totale de **CENT VINGT TROIS ET CINQ CENTIÈMES DE MÈTRES CARRÉS (123.05 m²)**, mais d'une surface réelle totale de **CENT TRENTE SIX MÈTRES CARRÉS (136.00 m²)**, formant partie d'un immeuble résidentiel portant la dénomination de « **DOVE COURT VILLAS** », lequel immeuble a été soumis au Régime de la Copropriété des Immeubles bâtis conformément aux dispositions des articles 664 et suivants du Code Civil Mauricien avec Etat Descriptif de Division incorporé au dit Règlement de Copropriété suivant acte reçu par Maître Rajalutchemee **CHIDAMBARAM**, notaire, en date du 08/12/2008, enregistré et transcrit au **Volume TV 7231/33**. Observation est ici faite que l'Etat Descriptif de Division incorporé au dit Règlement de Copropriété a été modifié en vertu d'un acte reçu par Maître Rajalutchemee **CHIDAMBARAM**, notaire, le 21/02/2012, enregistré et transcrit au Volume TV 8383/5. Le susdit immeuble érigé et existant sur deux portions de terrains de la contenance de sept cent quarante-neuf et huit centièmes mètres carrés (749.08m²) et cinq cent soixante-neuf et quatre vingt centièmes mètres carrés (569.80m²) formant ensemble une superficie de mille trois cent dix-huit mètres carrés et quatre-vingt huit centièmes de mètres carrés (1318.88m²), **située au quartier de la Rivière Noire, lieudit Flic en Flac, Morcellement Safeland Phase I & II. LE LOT NO.17** faisant partie du susdit immeuble est composé de (i) Un salon/salle à manger/cuisine de quarante sept et trente cinq centièmes de mètres carrés (47.35m²), (ii) Une première chambre à coucher de vingt sept et cinq centièmes de mètres carrés (27.05m²), y compris les toilettes de neuf et vingt cinq centièmes de mètres carrés (9.25m²), (iii) Une deuxième chambre à coucher de dix-huit mètres carrés (18.00m²), y compris les toilettes de trois et vingt centièmes de mètres carrés (3.20m²), (iv) Un passage de quatre et vingt centièmes de mètres carrés (4.20m²), (v) Une troisième chambre à coucher de dix-huit et soixante cinq centièmes de mètres carrés (18.65m²) et (vii) Deux toilettes communes de quatre et vingt centièmes de mètres carrés (4.20m²) et de trois et soixante centièmes de mètres carrés (3.60m²). Avec ensemble les mille quatre vingt douze dix-millièmes (1,092/10,000) du sol et des parties communes y attachées. Ce lot aura la jouissance exclusive de :- (i) Un espace parking indiqué par la lettre "G" au plan d'ensemble et (ii) Une terrasse ayant une surface totale de quatre-vingt-douze mètres carrés (92.00m²), indiquée par une teinte bleue (lettre Y), au plan de vue du troisième étage et sur laquelle existe en partie un kiosque de vingt cinq mètres carrés (25.00m²) construite en bois sous tôle et une pergola en bois." The whole morefully described in Title Deed drawn up by and executed before Me. H. J. Chidambaram, Notary Public, on 28/05/2014 and 29/05/2014, and duly registered and transcribed in **TV201406/000126 and PIN 1905150016**, and in the Memorandum of Charges filed in the above matter. **The said sale is prosecuted at the request of Rubric Quality Consultants Ltd, having its registered address at, Cnr Louis Pasteur, Sir Virgil Naz & Edgar Laurent Streets, Citadelle Mall, Port Louis, AGAINST (i) Mr. Ukesh Ramjutton, whose undefended rights in Mauritius have been vested with the Curator of Vacant Estates; and (ii) Mrs. Rohinee RAMJUTTON (born AUCKLE), the lawful wife of Mr. Ukesh RAMJUTTON, whose undefended rights in Mauritius have been vested with the Curator of Vacant Estates, of Attorney General's Office, Ground Floor, 2nd to 6th Floor, Renganaden Seenevassen Building, Port Louis.**

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must exercise their right before the transcription of the judgment of adjudication, failing which they shall forfeit such right.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 17/05/2024.

Aghini GOINDEN

Eversheds Sutherland (Mauritius)

EDITH, Block B, 2nd Floor, Edith Cavell Street, Port Louis.

ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE

Kenya: le déploiement de policiers en Haïti visé par un nouveau recours en justice

Un parti d'opposition a déposé un recours le 16 mai 2024 devant un tribunal de Nairobi pour empêcher le déploiement imminent de policiers kényans en Haïti dans le cadre d'une mission multinationale dans ce pays en proie à la violence des gangs.

Avec notre correspondante à Nairobi, Gaëlle Laleix Un nouveau recours a été déposé ce 16 mai 2024 devant la justice du Kenya pour s'opposer au déploiement de policiers kényans en Haïti. C'est encore le parti d'opposition Alliance troisième voix qui est à la manœuvre.

Le 26 janvier, la justice kényane avait jugé inconstitutionnel ce déploiement dans le cadre d'une force multinationale sous égide de l'ONU. Mais le président kényan, William Ruto, entend bien mener à bien cette mission.

Des contingents ont été rappelés pour une formation en créole et français

Les autorités kényanes restent silencieuses sur une éventuelle date de déploiement. Une source proche des services de police a néanmoins confirmé à RFI que les premiers contingents ont été rappelés à leurs campements pour une formation en créole et français.

Selon l'ONG Global Initiative, les policiers choisis proviennent de la Force de déploiement rapide et du Groupe d'opérations spéciales. Ce dernier combat notamment les islamistes al-Shebab le long de la frontière avec la Somalie.

PUBLIC NOTICE FOR PERMISSION FOR
LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that **Cellplus Mobile Communications Ltd** will apply to the District Council of Black River for a Building and Land Use Permit for a proposed Base Transceiver Station of a 30m Palm-Tree Telecommunication Tower with a Telecom Exchange Building at Coastal Road, Flic En Flac, Cascavelle.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from date of this publication.

Company Secretary Date: 20.05.24
Cellplus Mobile Communications Ltd

NOTICE UNDER SECTION 311(2) OF THE
COMPANIES ACT 2001

In the matter of:

BOLONI TRADING LIMITED

Notice is hereby given that "BOLONI TRADING LIMITED" of Level 5, Maeva Tower, Bank Street, Cybercity, Ebene, Republic of Mauritius is applying to the Registrar of Companies for removal from the Register of Companies, under Section 309(1)(d) of the Companies Act 2001 on the ground that:-

"The Company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all known creditors, and has distributed its surplus assets in accordance with the Companies Act 2001."

Objections or claims if any should be lodged with the Registrar of Companies not later than 28 days from the date of this notice.

Dated this 16th day of May 2024.

Company Secretary

Stormy Daniels menace de quitter les Etats-Unis si Donald Trump est acquitté

Stormy Daniels pourrait plier bagage vers un autre pays ? C'est en tout cas ce qu'a laissé entendre le mari de l'actrice pornographique. Dans un entretien à la chaîne CNN, Barrett Blade a indiqué sans détour que le couple pourrait quitter les États-Unis si Donald Trump –actuellement jugé pour falsification de documents à New York– était innocenté.

« Je pense que s'il [Donald Trump] est jugé non coupable, nous devrons décider de ce qu'il faut faire », a-t-il d'abord déclaré avant de préciser son intention : « Il y a de fortes chances que nous quittions ce pays », a ainsi menacé Barrett Blade ce mardi 14 mai auprès de la chaîne d'information américaine.

« Confrontée à l'hostilité »

Depuis 3 semaines, l'ancien président des États-Unis fait face à la justice new yorkaise, accusé d'avoir falsifié des documents comptables de son entreprise afin de dissimuler des paiements destinés à acheter le silence de l'actrice de films X.

À lire aussi Agacé par le comportement de Donald Trump, le juge menace l'ex-président d'emprisonnement Évoquant les attaques répétitives des avocats de Donald Trump à l'encontre de sa femme, Barrett Blade a aussi déploré que « quelle que soit l'issue du procès », Stormy Daniels « n'en ressortira pas gagnante ». « Elle sera confrontée à l'hostilité, qu'elle soit ou non condamnée par un jury ». Avant d'assurer que l'actrice souhaite désormais « tourner la page ».

Détails crus de sa relation avec Trump

La semaine passée, les débats lors du procès de Donald Trump à New York ont été marqués par le témoignage choc de Stormy Daniels, appelée à venir témoigner à la barre de son aventure avec le milliardaire républicain. En substance : elle relaté avec force détails de la relation sexuelle qu'elle affirme avoir eue avec lui en 2006. Une liaison que Trump, alors déjà marié avec son actuelle épouse Melania, nie catégoriquement.

Kenya: colère après la suppression des subventions d'État au programme de cantine scolaire

Au Kenya, le monde de l'éducation est dans le choc après que le gouvernement a proposé de supprimer ses subventions au programme national de cantine scolaire. Cette mesure a été révélée en milieu de semaine, lors d'une audience de la commission parlementaire sur l'Éducation. C'est une proposition du Trésor pour son budget 2024-2025.

Avec notre correspondante à Nairobi, Gaëlle Laleix Le secrétaire d'État à l'Éducation Bellio Kipsang n'en revient toujours pas : « Ceux qui mangent trois fois par jour ne peuvent pas comprendre que des enfants n'aient pas un seul repas, dans certaines régions du Kenya » s'indigne-t-il. Et de rappeler que pour bien des parents, la perspective d'un déjeuner chaud, reste la principale motivation à scolariser leur enfant.

L'Association nationale des parents d'élèves conjure quant à elle le gouvernement à revoir sa décision : « Sans cantine, bien des enfants abandonneront l'école pour travailler » se désole Silas David Obuhadsa, son président. Mis en place dans les années 1980, après une grave sécheresse, le programme de cantine scolaire touche aujourd'hui plus de 2,5 millions d'élèves kényans. La plupart des touchés vit dans des régions arides, souvent marginalisées.

Application to Director General of the
Mauritius Revenue Authority for the issue
of a Licence under Part III of the Excise Act

Benks and Sons Ltd of Cnr Berthaud & Anthelme Berthaud have applied to the Director General of the Mauritius Revenue Authority for the issue of a new licence of **Retailer of liquor and alcoholic products-off** in respect of premises situated at **Cnr Berthaud & Anthelme, Berthaud Avenue, Quatre Bornes**. Any objection to the issue of the above licence, should be made to the Director General, Mauritius Revenue Authority, Eham Court, C/r Mon Seigneur Gonin & Sir Virgil Naz Streets, Port Louis within 21 days as from date published in the Gazette.

Dated this 20.05.2024

Sénégal : Le Premier ministre Sonko accuse Macron d'avoir incité à la « persécution »

Vous n'avez jamais entendu le gouvernement français dénoncer ce qui s'est passé », a déclaré le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko jeudi, devant des centaines d'étudiants galvanisés. Il s'en est pris à l'attitude de Paris lors de la répression contre son camp sous l'ancien président Macky Sall, accusant la présidence Macron d'avoir incité à la « persécution ».

Il a accusé Emmanuel Macron d'avoir accueilli et « félicité » son homologue sénégalais « au pire (moment) » de la répression. « C'est une incitation à la répression, une incitation à la persécution et à l'exécution de Sénégalais qui n'avaient (commis d'autre) crime que d'avoir un projet politique », a-t-il déclaré.

Il dénonce la « néocolonisation »

Il a précisé s'exprimer en tant que chef de parti et non du gouvernement, à l'occasion d'une conférence sur les relations entre l'Afrique et l'Europe à l'université de Dakar. En présence de Jean-Luc Mélenchon dont il a salué le soutien constant, il est revenu sur le bras de fer que lui et son parti ont livré au pouvoir de 2021 à 2024 et qui a causé des dizaines de morts et des centaines d'arrestations. Ousmane Sonko a lui-même été emprisonné plusieurs mois et empêché de concourir à l'élection dont il était donné comme l'un des favoris.

Ousmane Sonko a aussi dénoncé la « néocolonisation » à l'œuvre selon lui dans les relations entre l'Occident

et l'Afrique. « Nous y avons presque cru lorsque le président Macron déclinait la nouvelle doctrine africaine de l'Elysée, cette nouvelle doctrine qui devait constituer au refus de tout soutien politique à des régimes autoritaires et corrompus. Ce n'est pas ce qui s'est passé au Sénégal », a-t-il déclaré.

Il interroge la présence militaire au Sénégal

Il a réaffirmé jeudi que son propos ne visait pas le « peuple français avec lequel nous n'avons aucun problème », mais « l'élite gouvernante actuelle ». Il a assuré l'accession de son camp au pouvoir « nous amènera à collaborer avec tous les gouvernements, y compris l'Etat français et le gouvernement de Monsieur Emmanuel Macron ».

La coopération devra prendre en compte la souveraineté du Sénégal dans le domaine monétaire, mais aussi sécuritaire. « Nous devons nous interroger sur les raisons pour lesquelles l'armée française bénéficie toujours de plusieurs bases militaires dans nos pays et sur l'impact de cette présence sur notre souveraineté nationale et notre autonomie stratégique », a-t-il déclaré. « Je réitère ici la volonté du Sénégal de disposer de lui-même, laquelle volonté est incompatible avec la présence durable de bases militaires étrangères au Sénégal », a-t-il poursuivi. « Ceci ne remet pas en question les accords de défense », a-t-il précisé

Tchad: quelles sont les prochaines étapes après la confirmation de la victoire de Mahamat Idriss Déby?

Prestation de serment à la tête du Tchad, désignation d'un Premier ministre puis d'un gouvernement, élections législatives... Au lendemain de la confirmation par le Conseil constitutionnel de la victoire de Mahamat Idriss Déby à la présidentielle du 6 mai 2024, RFI fait le point sur les prochaines étapes politiques qui attendent le pays. Détails.

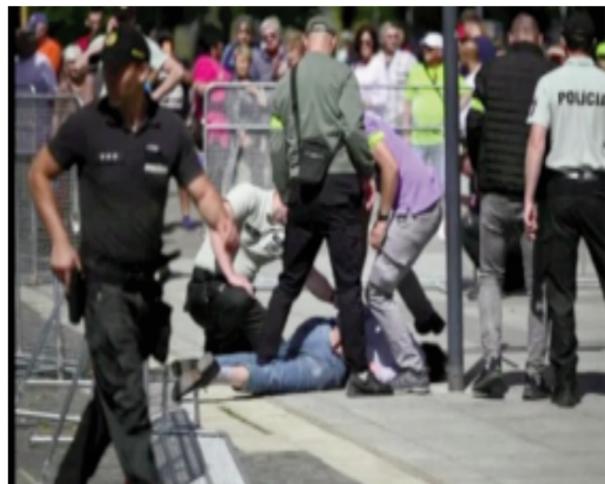
Au Tchad, le Conseil constitutionnel a donc entériné sans surprise ce jeudi l'élection de Mahamat Idriss Déby à la tête du pays, avec 61% des voix. Il a rejeté les recours introduits par Succès Masra et Albert Pahimi Padacké et n'a corrigé que très à la marge les chiffres donnés la semaine dernière par l'autorité électorale.

Après trois ans à la tête de la transition, Mahamat Idriss Déby Itno va donc entamer un mandat de 5 ans. Il va

prochainement prêter serment à une date qui n'est pas encore fixée : il n'y a pas de délai constitutionnel prévu, pour cela. Mais cette cérémonie devrait intervenir dans le milieu ou la fin de la semaine prochaine.

Les cartons d'invitations vont être envoyés incessamment, selon la présidence, qui espère de nombreux invités de premier plan, pour souligner la « mission accomplie » d'une transition qu'elle dépeint comme exemplaire sur le continent africain.

Slovaquie: le Premier ministre Robert Fico "entre la vie et la mort" après avoir été blessé par balles



Le Premier ministre slovaque Robert Fico a été blessé par balles ce mercredi 15 mai à la sortie d'une réunion gouvernementale à Handlova, dans le centre du pays, rapportent plusieurs médias slovaques dont la chaîne TA3.

"Il a reçu plusieurs balles et son pronostic vital est engagé" et doit subir "une intervention urgente", ont fait savoir ses équipes sur sa page Facebook. "Les prochaines heures seront décisives", ont-elles ajouté. Robert Fico "est actuellement acheminé par hélicoptère à Banska Bystrica entre la vie et la mort", a affirmé le gouvernement dans un communiqué, qualifiant l'attaque de "tentative d'assassinat".

Le journal Dennik N, dont un reporter a vu le chef de

gouvernement emmené dans une voiture par des gardes du corps, a affirmé que le suspect avait été appréhendé par la police. Une information confirmée par la présidente.

Âgé de 59 ans, Robert Fico est redevenu Premier ministre en octobre 2023 après avoir occupé cette fonction entre 2012 et 2018. Le dirigeant populiste avait réuni son gouvernement à Handlova, à un peu moins de 200 kilomètres de Bratislava, dans le cadre de réunions délocalisées à travers le pays.

Une attaque "brutale"

La présidente slovaque, Zuzana Čaputová, s'est dite choquée par l'attaque à l'arme à feu "brutale" contre son Premier ministre, qu'elle a condamné "avec la plus grande fermeté".

"Je lui souhaite beaucoup de force dans ce moment critique et un prompt rétablissement", a ajouté la présidente sortante sur X (ex-Twitter).

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen a également condamné "l'attaque ignoble" contre Robert Fico, ajoutant que "de tels actes de violence n'ont pas leur place dans notre société et portent atteinte à la démocratie".

"J'ai été profondément choqué par l'attentat odieux perpétré contre mon ami, le Premier ministre Robert Fico", a aussi écrit le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, sur X, disant "prier pour sa santé et son prompt rétablissement". Le chancelier allemand, Olaf Scholz, s'est de son côté dit "bouleversé par le lâche attentat", estimant que "la violence ne peut avoir sa place dans la politique européenne".

Salomé Zourabichvili : il n'y a pas de "tentation de retour dans le giron russe" en Géorgie

La présidente géorgienne devrait mettre son veto à la loi sur l'influence étrangère.

C'est ce qu'elle a annoncé dans une interview à Euronews. Toutefois le Parlement pourrait le contourner. Cette loi va passer. Le veto va être surpassé ou elle va être modifiée de façon marginale et sans intérêt. Donc l'important aujourd'hui, c'est d'aller vers les élections", estime Salomé Zourabichvili, présidente de la Géorgie. Les manifestations pacifiques pour dénoncer la "loi russe" qui vise l'opposition, les ONG et les médias, durent depuis plus d'un mois. La présidente dénonce des violences de la part des forces de l'ordre contre les manifestants.

"Ce sont des brutalités qui ne sont pas le fait de la police, qui se comporte comme n'importe quelle police", "mais de forces spéciales qui ont une inscription police mais aucune identification. Donc les investigations, les enquêtes sur les auteurs des brutalités ne sont pas possibles. Donc on est dans une situation qui pourrait de ce fait escalader en violence à n'importe quel moment", craint Salomé Zourabichvili.

Les élections législatives prévues en octobre seront un test pour la Géorgie.

"À travers des élections nous aurons un référendum sur l'Europe. C'est comme ça qu'il faut voir ces prochaines élections qui ne pourront pas être des élections normales, qui seront les élections pour arrêter cette déviation. J'utilise un mot faible, ce n'est qu'une déviation. On va revenir sur la route, mais il est important de le faire par la voie des élections", assure Salomé Zourabichvili, présidente de la Géorgie. Cette loi pourrait menacer le projet d'adhésion de la Géorgie à l'Union européenne. "Il faut que l'Union européenne dise très clairement qu'elle tiendra compte du choix de la Géorgie c'est à dire qu'elle ne va pas sanctionner le pays. Je distingue les sanctions individuelles et le pays, mais que le pays ne sera pas sanctionné tant que sa réponse ne sera pas connue dans les urnes", considère la présidente.

Pour Salomé Zourabichvili, il n'y a pas de "tentation russe" en Géorgie, seulement des "manœuvres russes" de certains dirigeants. Ce pays a connu "au moins trois guerres et des dizaines d'années d'occupation par les différentes Russies pour ne pas dire siècle", rappelle-t-elle. "20 % de son territoire est occupé, il n'y a pas de jours qui passent sans qu'il y ait des otages pris ou la langue géorgienne pratiquement interdite", estime-t-elle. Les droits de l'homme, y compris des populations non géorgiennes, sont violés tous les jours, dénonce-t-elle. Aussi, la présidente affirme qu'il "ne peut pas y avoir de tentation de retour dans le giron russe, surtout quand on regarde ce qu'est cette Russie d'aujourd'hui". Alors que les dirigeants européens en visite en Géorgie sont régulièrement insultés, Salomé Zourabichvili appelle à un changement de rhétorique de certains partis géorgiens.

EXCLUSIF - Salomé Zourabichvili : la "loi russe" est "un sabotage de notre voie européenne"



Salomé Zourabichvili a déclaré que la loi votée cette semaine au Parlement, déclenchant des manifestations dans le pays, "est inacceptable" en l'état et qu'elle y mettra son veto.

Le projet de loi, adopté mardi, oblige les médias, les organisations non gouvernementales et autres groupes à but non lucratif à s'enregistrer comme "poursuivant les intérêts d'une puissance étrangère" s'ils reçoivent plus de 20 % de leur financement de l'étranger.

Rapidus, la start-up japonaise qui doit foncer dans les semi-conducteurs

Pour revenir dans la course mondiale des semi-conducteurs de pointe, le Japon compte beaucoup sur une start-up créée ex nihilo en 2022 qui veut se développer très vite, comme son nom latin le suggère: Rapidus. Alors qu'il dominait le marché mondial des semi-conducteurs dans les années 1980 et 1990, le Japon a aujourd'hui "plus d'une décennie de retard" par rapport à la concurrence, déclare Tetsuro Higashi, le président de Rapidus, dans un entretien accordé cette semaine à l'AFP.

Cela va nécessiter énormément d'argent rien que pour rattraper ce retard, souligne ce vétéran du secteur, ancien patron de Tokyo Electron, grand fabricant nippon d'équipements pour l'industrie des semi-conducteurs.

Rapidus a été fondée en 2022 par huit grandes entreprises privées nippones, dont Toyota et Sony, tout en étant abondamment soutenue par le gouvernement, via 5,5 milliards d'euros (920 milliards de yens) de subventions à ce jour.

Quelques mois à peine après sa naissance, Rapidus nouait un partenariat stratégique avec l'américain IBM. Objectif: parvenir à une production japonaise à grande échelle de semi-conducteurs d'une finesse de gravure de 2 nanomètres, le nouveau graal du secteur pour répondre aux exigences exponentielles des traitements de données par l'intelligence artificielle (IA) et l'informatique quantique.

"Le monde entier devient numérique. Il devient crucial pour le Japon de bâtir une industrie très forte" dans les nouvelles technologies, insiste M. Higashi. - Opération "dernière chance" - Rapidus a lancé en septembre dernier le chantier de sa première fonderie à Chitose, dans la grande île de Hokkaido (nord du Japon), espérant démarrer une ligne de production pilote dès l'an prochain et une production à grande échelle en 2027.

La start-up a déjà recruté plus de 400 personnes et prévoit de passer à 1.000 employés d'ici à 2027. Comme les Etats-Unis et l'Europe, le Japon cherche aussi à redevenir plus autonome dans les semi-conducteurs pour réduire sa dépendance envers des pays comme la Chine dans ce domaine, sur fond de risques géopolitiques accrus et d'une prise de conscience des

risques d'approvisionnement durant la pandémie de Covid-19.

Dans cette même logique, le Japon a attiré le géant mondial des semi-conducteurs, le taïwanais TSMC, qui a inauguré en février sa première méga-usine dans le sud-ouest de l'archipel. Interrogé sur les enjeux géopolitiques des semi-conducteurs, M. Higashi préfère esquiver en se félicitant des collaborations qui s'intensifient dans ce secteur entre pays amis, comme le Japon et les Etats-Unis: en avril Rapidus a ainsi ouvert dans la Silicon Valley sa première filiale à l'étranger. La visite d'Etat du Premier ministre japonais Fumio Kishida à Washington le mois dernier a été une occasion pour les deux pays de réitérer leur volonté de travailler étroitement ensemble dans les puces. Cette relation forte entre Tokyo et Washington "peut être la dernière chance pour le Japon" de relancer sa filière des semi-conducteurs, estime le président de Rapidus.

- Le défi du 2 nanomètres -L'entreprise compte s'installer sur le créneau des puces sur mesure pour des tiers, en réduisant l'ensemble du cycle de conception, production et emballage 3D de ces produits, fidèle encore une fois à son nom.

"Nous ne prévoyons pas de concurrencer directement les grands fabricants de semi-conducteurs. Nous serons dans le segment du marché qui nécessite de la flexibilité", pour des clients dont le design des puces ne convient pas aux standards des géants du secteur, explique M. Higashi.

L'objectif d'arriver rapidement à maîtriser la technologie de 2 nanomètres a été accueilli avec un certain scepticisme, comme l'industrie japonaise des semi-conducteurs ne produit actuellement qu'à 40 nanomètres ou plus. Mais M. Higashi est confiant, soulignant le fait que cet ambitieux projet permet de fédérer toute la filière japonaise, qui a encore de beaux restes dans les matériaux et les machines pour l'industrie des semi-conducteurs.

De toute manière, le Japon ne peut pas se permettre d'échouer avec Rapidus, tant la compétitivité et l'économie du pays dépendront à l'avenir de son succès, estime-t-il.

Rishi Sunak et sa femme Akshata Murty sont désormais plus riches que Charles III

ROYAUME-UNI - Le Premier ministre britannique est devenu plus riche que son roi. Rishi Sunak et son épouse richissime Akshata Murty viennent d'entrer dans la liste des 250 personnes les plus riches du Royaume-Uni établie par le Sunday Times et dévoilée ce vendredi 17 mai.



Le couple qui détient déjà le record des locataires les plus riches du 10 Downing Street, la résidence des Premiers ministres britanniques, occupait l'an dernier la 275e place avec une fortune de 529 millions de livres sterling. Ils se trouvent aujourd'hui à la 254e avec 651 millions de livres sterling et dépassent ainsi désormais le roi Charles III qui, lui, possède une fortune estimée à 610 millions de livres.

La fortune personnelle de Rishi Sunak lui provient de sa carrière dans la finance et de son mariage avec Akshata Murty, fille d'un multimilliardaire indien. Aujourd'hui, leur richesse provient de la participation

d'Akshata dans Infosys, une société informatique cofondée par son père et basée à Bangalore, en Inde.

Le salaire de Premier ministre qu'une infime partie des revenus

Comme l'expliquent nos confrères du HuffPost britannique, la valeur des actions a grimpé en flèche au cours des 12 derniers mois, augmentant de 108,8 millions de livres sterling, pour atteindre près de 590 millions de livres sterling.

L'épouse de Rishi Sunak a également reçu 13 millions de livres sterling de dividendes d'Infosys au cours de l'année dernière et devrait recevoir 10,5 millions de livres sterling supplémentaires cette année.

Le salaire de député, à 91 346 £ et celui de Premier ministre 80 807 ne représentent que 6,5 % de son revenu personnel, explique le HuffPost britannique. Le reste vient des importants rendements de son portefeuille d'investissement.

Tempête médiatique et fiscale

Le couple a été au cœur d'une tempête médiatique et fiscale en 2022 lorsqu'il a été révélé qu'Akshata Murty bénéficiait d'un statut fiscal privilégié lui permettant de ne pas payer d'impôts au fisc de sa majesté sur ses revenus perçus à l'étranger.

Et donc pas ceux perçus à Bangalore. Elle a pu éviter de payer 20,6 millions de livres sterling d'impôts grâce à ce statut.

À ce moment-là, son mari était ministre des Finances du pays. Elle a ensuite accepté de payer des impôts britanniques sur ses revenus à l'étranger perçus à partir de 2021.

Philippe Michaud, l'homme de l'ombre qui tire les ficelles chez Leclerc

L'adhérent du Neubourg copréside le groupement Leclerc et s'impose en leader. Jusqu'ici dans l'ombre de Michel-Édouard Leclerc, l'adhérent a pris la lumière en assumant la vice-présidence de la Fédération du commerce et de la distribution (FCD), le syndicat patronal du secteur.

Mardi 14 mai, Alexandre Bompard, PDG de Carrefour, Thierry Cotillard, président des Mousquetaires et Dominique Schelcher, PDG de Coopérative U, ont sollicité par courrier un rendez-vous auprès d'Emmanuel Macron, alors qu'une énième loi sur les négociations commerciales devrait voir le jour. A leurs côtés, un homme. Le même qui a décidé début 2023, en pleine crise inflationniste, que les centres Leclerc – pour rester les moins chers – absorberaient 1,4 milliard d'euros de hausses tarifaires des industriels. Le même qui a refusé devant les députés de vendre à perte le carburant chez Leclerc. Le même, enfin, qui a géré les commandes de masques des centres E.Leclerc en pleine pandémie de Covid-19. Cet homme, ce n'est pas Michel-Édouard Leclerc, désormais consultant en externe pour le distributeur qui porte son nom, mais bien Philippe Michaud, 62 ans, l'un des trois coprésidents du mouvement et le responsable de ses finances.

Depuis vingt ans, le dirigeant est à la tête du Leclerc de Neubourg (Normandie), aux 113 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2023 et au résultat net de 2,7 millions d'euros. Il y a développé une vraie zone commerciale, où il exploite un magasin de bricolage et un centre automobile. A l'actif de ce commerçant taiseux, aucune couverture de magazine, aucune interview sur BFMTV. « On a aujourd'hui d'un côté le Michel-Édouard Leclerc médiatique, et de l'autre Philippe Michaud, un patron opérationnel de terrain », résume Dominique Schelcher, le PDG de Système U. De là à dire que le vrai numéro 1 de Leclerc, c'est Philippe Michaud ?

Quarante ans chez Leclerc

Yuan contre euro : la vraie cible de la monnaie chinoise

e yuan est-il utilisé par Pékin pour doper artificiellement son économie ? Les enjeux sont trop importants pour que la Chine se risque à ruiner sa crédibilité pour booster ponctuellement son marché. Les autorités chinoises ont un objectif plus lointain, réussir à détrôner le dollar et s'imposer dans les échanges internationaux. Mais à vouloir trop contrôler, Pékin empêche le yuan de grandir.

Le yuan poursuit inexorablement sa route pour devenir une alternative réelle au dollar. La longue marche a débuté à la fin du siècle dernier. L'ex-Empire du Milieu a renforcé son économie, son PIB passant en trois décennies de la 8e place à la 2e au niveau mondial. En valeur absolue, il est derrière les États-Unis, au coude-à-coude avec l'Union européenne. Par habitant, selon la Banque mondiale, c'est le Luxembourg qui arrive en tête, la Chine n'arrivant qu'à la 78e place. Ce miracle économique n'est pas simplement le résultat des usines chinoises. Il est aussi le résultat d'un patient travail sur la monnaie, que la Chine est la seule puissance émergente à avoir accompli. Résultat, le yuan commence à séduire hors de la Chine même si les investissements des étrangers en yuans restent modestes tant les craintes politiques continuent à peser.

Il faut que les banques soient de vraies banques

Le yuan sort de sa léthargie quand l'État chinois proclame la séparation de la Banque populaire de Chine avec le ministère des Finances en 1977. L'année suivante, Deng Xiaoping lance officiellement la nouvelle politique financière avec un slogan : « il faut que les banques soient de vraies banques », autrement dit il faut rompre avec l'organisation centralisée de type soviétique. Cette réforme financière va de pair avec celle de l'ensemble de l'économie, aussi bien l'agriculture que l'industrie, et la banque de Chine commence à accorder des prêts aux entreprises. En 1983, la banque populaire de Chine prend le nom de Banque centrale. Toutefois, à la différence de la FED, elle n'est pas vraiment indépendante et malgré la multiplication des banques, le système bancaire reste dirigé par le parti communiste.

Santé

Ce condiment en excès augmente les risques de cancer gastrique

Des recherches conduites par des experts en nutrition de l'Université de Vienne soulignent à quel point l'excès de sel pourrait nuire à notre santé et augmenter le risque de développer un cancer.



Maladies cardiovasculaires, hypertension artérielle... C'est connu, la surconsommation de sel a des conséquences sur la santé. Mais une nouvelle étude, menée par l'Université de médecine de Vienne, révèle que l'excès de sel peut aussi augmenter les risques de cancer gastrique.

Le sel augmente le risque de cancer gastrique. Nombreuses ont été les enquêtes sur les effets de l'excès de sel dans notre alimentation sur notre santé. Mais, comme pour tout plaisir, il ne faut pas en abuser. Et pour cause, cette nouvelle publication souligne que les personnes qui salent fréquemment leur plat ont 41% de risque de développer un cancer gastrique contrairement à ceux qui n'en ajoutent

jamais ou rarement. Pour arriver à ce résultat, les scientifiques se sont intéressés, entre 2006 et 2010, à la fréquence à laquelle 471 144 adultes britanniques ajoutent du sel dans leur aliment. Ils ont ensuite comparé ces résultats aux données des registres nationaux du cancer. Ils tirent donc la conclusion qu'il y a une corrélation entre la quantité de sel ingérée et les cas de cancer déclarés.

Du sel est en cause, mais pas seulement

Selon d'antécédents recherches, l'excès de sel aurait pour effet de perturber la muqueuse gastrique et "de la rendre plus sensible à la colonisation par H.Pylori". H.Pylori ou Helicobacter pylori est une bactérie qui infecte effectivement la muqueuse gastrique et peut engendrer des ulcères ou des cancers de l'estomac. Mais d'après cette récente publication, cette bactérie ne serait pas la seule en cause : "le sel peut également augmenter le risque de cancer gastrique via des mécanismes indépendants de l'infection à H. pylori", par exemple en endommageant l'épithélium gastrique en synergie avec les composés N-nitroso et les cancérigènes chimiques", détaillent les auteurs de l'étude. La consommation d'alcool, la fréquence de l'activité physique et le tabagisme sont aussi pointés du doigt.

Quelle quantité de sel manger ?

Mauvaise nouvelle, les gourmands en sel vont devoir ralentir. L'idée n'est pas de se priver complètement de ce condiment mais de le doser justement. L'Organisation mondiale de la Santé préconise de ne pas absorber plus de 5 grammes par jour pour un adulte et 2 grammes pour les enfants. Les produits transformés sont aussi à éviter car ceux-là contiennent généralement beaucoup de sel.

Pourquoi j'ai des crampes au ventre ?

Les crampes au ventre sont une plainte courante qui peut avoir de nombreuses causes, allant des troubles digestifs mineurs aux affections plus graves. Cet article explore les raisons possibles de ces douleurs abdominales, les signes qui doivent alerter, ainsi que les moyens de soulagement rapide. Les conseils d'experts de la santé en France vous aideront à mieux comprendre et gérer ces symptômes.

Les douleurs abdominales sont un motif fréquent de consultation médicale. Qu'il s'agisse d'une simple gêne passagère ou d'une douleur intense et persistante, les crampes au ventre peuvent considérablement affecter la qualité de vie. Ce phénomène peut résulter de multiples facteurs, de l'alimentation aux troubles digestifs, en passant par le stress et les maladies chroniques. Pour mieux comprendre les crampes abdominales, il est crucial de reconnaître les symptômes associés, d'identifier les causes sous-jacentes et de savoir quand il est nécessaire de consulter un professionnel de santé. Cet article propose une analyse approfondie des crampes abdominales, des causes possibles aux méthodes de soulagement, en passant par les conseils des experts médicaux en France.

Quelles sont les causes des crampes au ventre ?

Les crampes au ventre peuvent être causées par divers facteurs. Les troubles digestifs, comme l'indigestion, le syndrome du côlon irritable (SCI) et la gastro-entérite, sont des causes courantes. Les aliments épicés, gras ou riches en fibres peuvent également provoquer des crampes chez certaines personnes. Les infections bactériennes ou virales, les allergies alimentaires et les intolérances, comme celle au lactose, sont d'autres facteurs contributifs. Parfois, des conditions plus sérieuses, telles que l'appendicite, les calculs biliaires ou une occlusion intestinale, peuvent être responsables des douleurs abdominales intenses. Le stress et l'anxiété peuvent aussi jouer un rôle significatif en exacerbant les symptômes digestifs.

Quels sont les symptômes des crampes au ventre ?

Les crampes au ventre se manifestent par diverses sensations et signes qui peuvent varier en fonction de la cause sous-jacente. En général, elles sont caractérisées par une douleur ou une gêne dans la région abdominale, souvent accompagnée de spasmes ou de contractions. Les symptômes courants incluent :

- Douleur abdominale localisée ou généralisée
- Sensation de tiraillement ou de spasmes dans le ventre
- Ballonnements ou sensation de ventre gonflé
- Nausées ou vomissements
- Diarrhée ou constipation
- Gaz excessif
- Perte d'appétit
- Sensation de plénitude après avoir mangé peu de nourriture

Douleurs qui peuvent être intermittentes ou constantes. Ces symptômes peuvent être aggravés par certains aliments, le stress, ou des mouvements brusques, et peuvent varier en intensité d'une personne à l'autre.

Quand devriez-vous vous inquiéter des crampes

abdominales ?

Il est important de savoir quand les crampes abdominales justifient une consultation médicale. Si les douleurs sont sévères, persistantes ou accompagnées de symptômes inquiétants tels que des saignements rectaux, des vomissements fréquents, une perte de poids inexpliquée, ou de la fièvre, il est crucial de consulter votre médecin sans tarder. Une douleur aiguë et soudaine peut indiquer une urgence médicale, comme une appendicite ou une perforation intestinale. De même, si les crampes sont récurrentes et perturbent vos activités quotidiennes, une évaluation médicale s'impose pour exclure des conditions sous-jacentes graves.

Comment soulager rapidement les crampes au bas-ventre ?

Pour soulager rapidement les crampes abdominales, plusieurs méthodes peuvent être efficaces. La chaleur, appliquée avec une bouillotte ou un coussin chauffant, peut aider à détendre les muscles et à réduire la douleur. Les antispasmodiques en vente libre, comme le butylscopolamine, peuvent également offrir un soulagement temporaire. Boire de l'eau en petites gorgées et éviter les aliments irritants, tels que les produits laitiers ou les aliments gras, peut également être bénéfique. Les experts recommandent de se reposer et de pratiquer des exercices de relaxation, comme la respiration profonde, pour atténuer le stress et l'anxiété qui peuvent aggraver les symptômes.

Contractions d'estomac ou crampes d'estomac : comment les différencier ?

Les termes « contractions d'estomac » et « crampes d'estomac » sont souvent utilisés de manière interchangeable, mais ils peuvent décrire des sensations légèrement différentes. Les contractions d'estomac sont généralement des spasmes musculaires involontaires qui peuvent être ressentis comme des secousses ou des tiraillements. Elles peuvent être causées par le stress, la déshydratation ou des déséquilibres électrolytiques. Les crampes d'estomac, en revanche, sont souvent une douleur plus diffuse et continue, résultant de la digestion ou de l'inflammation. Comprendre ces différences peut aider à mieux cibler le traitement approprié et à discuter plus précisément des symptômes avec un professionnel de santé.

Les crampes au ventre peuvent-elles faire très mal ?

Les crampes au ventre peuvent varier en intensité, allant d'une légère gêne à une douleur sévère. Dans certains cas, les crampes peuvent être extrêmement douloureuses, au point d'empêcher toute activité normale. La douleur intense est souvent un signe que quelque chose de plus sérieux se passe dans l'abdomen, comme une inflammation ou une infection. Par exemple, les crampes liées à une appendicite ou à une occlusion intestinale peuvent être particulièrement douloureuses et nécessitent une attention médicale immédiate. Il est important de ne pas ignorer une douleur abdominale intense et de consulter rapidement un professionnel de santé pour un diagnostic et un traitement appropriés.

Sciences

En Finlande, les aurores boréales permettent de faire des économies d'énergie

On connaissait l'aspect particulièrement majestueux de ce phénomène météorologique très coloré. Mais les Scandinaves nous apprennent que les aurores boréales ne sont pas seulement belles mais aussi particulièrement utiles.



Voir une aurore boréale est une chance...et peut être même bien plus que vous le pensez, à en croire le Washington Post. Les habitants du nord de la Finlande (pas si éloigné du cercle polaire arctique en somme) ont ainsi pu découvrir que ces belles bandes lumineuses ne font pas qu'égayer leur nuit. Elles permettent également de minimiser la facture d'électricité. Une aubaine à l'heure de la flambée des prix, en Europe du Nord y compris. Pour Timo Asikainen, chercheur au sein du groupe Climat spatial de l'université d'Oulu, leur importance serait capitale pour les consommateurs finlandais. En moyenne, la facture électrique déclinerait de 14% grâce aux aurores boréales. Un gain non négligeable pour les ménages.

Les aurores boréales, des déchets du Soleil ?

Mais d'où vient ce fabuleux spectacle ? Il nous provient en réalité du Soleil. Notre étoile rejette du plasma, c'est à dire une décharge de protons et d'électrons qui fuient à travers l'espace. Ces particules ainsi chargées viennent vers notre planète Terre. En raison de la configuration de cette dernière (en sphère imparfaite, aplatie aux pôles), ces véritables déchets solaires viennent se glisser aux pôles Nord et Sud.

La collision des particules avec l'atmosphère terrestre crée une nouvelle énergie : cette dernière se matérialise par de très nombreux éclats de lumière. On les appelle aurores boréales quand on peut les apercevoir dans l'hémisphère nord et aurores australes lorsqu'elles scintillent au sein de l'hémisphère sud. Un gaz visiblement réchauffant

La collision des particules avec l'atmosphère terrestre crée une nouvelle énergie : cette dernière se matérialise par de très nombreux éclats de lumière. On les appelle aurores boréales quand on peut les apercevoir dans l'hémisphère nord et aurores australes lorsqu'elles scintillent au sein de l'hémisphère sud.

Un gaz visiblement réchauffant

Cela ne nous explique pas pour autant l'impact des aurores boréales sur les factures de gaz finlandaises. En fait, les particules libérées génèrent des oxydes nitriques qui détruisent l'ozone, régulateur de la température de la stratosphère. Cela a pour conséquence de réduire la quantité d'air froid soufflant sur la Finlande. Selon Timo Asikainen, les aurores boréales en Finlande peuvent entraîner une réduction de consommation de 600 gigawattheures, soit ce que consomment environ 330.000 ménages finlandais en chauffage chaque mois.

Insolites

Défi TikTok : un adolescent américain tué par une chips ultra-pimentée

En septembre dernier, un adolescent de Worcester, dans le Massachusetts, est décédé après avoir relevé le défi TikTok « One chip challenge », qui consiste à manger une chips extrêmement pimentée. Selon un rapport d'autopsie publié cette semaine, Harris Wolobah, 14 ans, a subi un arrêt cardio-ventilatoire dû à l'ingestion d'un aliment à forte concentration de capsaïcine.

Le milieu de terrain lié à Liverpool « disponible pour 13 millions de livres sterling cet été »



Liverpool a apparemment reçu un coup de pouce dans sa poursuite d'un objectif de transfert estival.

Un certain nombre de changements devraient être apportés sur et en dehors du terrain d'Anfield, notamment dans l'abri avec le légendaire manager Jürgen Klopp qui quittera son poste à la fin de la saison. Michael Edwards et Richard Hughes ont respectivement assumé les fonctions de PDG du football et de directeur sportif à Liverpool, et ils pourraient bientôt être rejoints au club par Arne Slot, qui devrait succéder à Klopp en tant qu'entraîneur.

Plus tôt l'arrivée d'un nouveau manager, plus les dirigeants de Liverpool auront le temps d'évaluer leur équipe senior et de prendre des décisions sur les joueurs qu'ils souhaitent recruter et dont ils souhaitent se séparer avant la saison 2024-25.

Néanmoins, les Reds continuent d'être liés à de nombreux joueurs à travers le monde et il est entendu qu'ils pourraient être l'un des principaux prétendants dans la course pour signer l'un de leurs objectifs à long terme moyennant des frais réduits.

Liverpool reçoit un coup de pouce dans la poursuite de Thuram ?

On pense que le joueur de 23 ans était sur le radar des Reds depuis un certain temps et était lié à un éventuel transfert à Anfield l'été dernier, mais le transfert n'a finalement pas abouti.

Liverpool a plutôt recruté Wataru Endo de Stuttgart et il s'est depuis révélé être un âne inestimable dans l'équipe première de Klopp, faisant 42 apparitions en tant que milieu de terrain défensif dans toutes les com-

pétitions. L'ajout d'un nouveau milieu de terrain devrait cependant être envisagé par Liverpool cet été, car Thiago Alcantara devrait partir à l'expiration de son contrat fin juin.

Thuram représente une alternative moins chère aux autres cibles de milieu de terrain que Liverpool pourrait avoir ; Nice aurait exigé plus de 30 millions de livres sterling pour le Français l'été dernier, mais n'acceptera désormais des offres que de 13 millions de livres sterling alors qu'il est entré dans la dernière année de son contrat.

Liverpool pourrait cependant faire face à une concurrence pour la signature de Thuram, car Manchester United, Barcelone, le Real Madrid et la Juventus garderaient tous un œil sur sa situation.

Plus tôt cette saison, Thuram a affirmé que c'était sa décision de ne pas quitter Nice l'été dernier, déclarant aux journalistes : "Vu ce qui s'est passé lors du mercato, j'ai décidé de rester. Je voulais continuer à progresser à Nice, et progresser en tant que joueur à Nice. ce club." Honnêtement, cela m'a fait plaisir d'être lié à tous ces clubs de gauche, de droite et du centre. Cela montre que je fais les bonnes choses mais comme je l'ai dit, je savais que je voulais rester ici."

Thuram, qui compte une sélection internationale pour la France, a disputé un total de 166 apparitions pour Nice depuis qu'il a rejoint le club monégasque en 2019, et a joué 26 fois en Ligue 1 jusqu'à présent cette saison.

Deux défenseurs de Chelsea "sur le radar de Manchester United"

Manchester United envisagerait de recruter Marc Cucurella ou Ben Chilwell lors du mercato de cet été, le club devant recruter un nouvel arrière gauche.

Les problèmes de forme physique de Luke Shaw l'ont limité à seulement 15 apparitions cette saison, tandis que Tyrell Malacia n'a pas joué du tout pour les Red Devils lors de la campagne 2023-24 en raison d'une blessure au genou qui l'a obligé à subir deux opérations rapides. Succession.

Diogo Dalot, Aaron Wan-Bissaka, Victor Lindelof et Sofyan Amrabat ont tous remplacé l'arrière gauche cette saison, ce poste s'avérant problématique pour les 20 fois champions d'Angleterre.

Man United n'aura pas d'argent pour la Ligue des champions pour la saison prochaine, ce qui limitera ses dépenses estivales, tandis que le club s'efforce également de respecter des règles financières strictes.

Cependant, l'été s'annonce chargé pour les Diables Rouges, même s'ils manquent totalement de sécurité dans le football européen pour la campagne 2024-25. Cucurella et Chilwell "apparaissent comme des cibles pour Man United".

Selon le journaliste Simon Phillips, Man United considère le duo de Chelsea, Cucurella et Chilwell, comme des cibles potentielles lors du mercato estival. On pense que les Red Devils étaient sur le point

de signer un prêt de Cucurella l'été dernier pour atténuer leurs problèmes d'arrière gauche, mais un accord a finalement échoué, Sergio Reguilón arrivant alors de Tottenham Hotspur.

Cucurella a été un habitué des Bleus cette saison, faisant 25 apparitions toutes compétitions confondues, marquant une fois et fournissant deux passes décisives.

Entre-temps, le joueur de 25 ans a encore quatre ans pour exécuter son contrat à Stamford Bridge, mais il est entendu qu'il pourrait être autorisé à partir pendant le marché d'été.

L'ancien jeune de Barcelone a joué pendant son séjour à Brighton & Hove Albion et a désormais fait 58 apparitions pour Chelsea toutes compétitions confondues.

Le bilan des blessures de Chilwell "est une préoccupation pour Man United"

Chilwell serait également admiré par Man United, mais les 20 fois champions d'Angleterre se méfient d'une décision de l'Anglais en raison de ses problèmes de blessures.

Thomas Tuchel "fait la demande de Bruno Fernandes lors des négociations à demi-tour avec le Bayern Munich"

Thomas Tuchel aurait déclaré au Bayern Munich qu'il souhaitait que le club tente de recruter le capitaine de Manchester United, Bruno Fernandes, cet été s'il veut signer un nouveau contrat à l'Allianz Arena.

Plus tôt cette année, il a été annoncé que Tuchel quitterait son poste d'entraîneur du Bayern cet été, et l'Allemand a récemment été lié au poste de Man United, qui pourrait devenir vacant à la fin de la campagne, le club se préparant à faire une décision sur l'avenir d'Erik ten Hag.

Cependant, il est entendu que Tuchel pourrait désormais faire volte-face et signer un nouvel accord avec le Bayern, qui a eu du mal à remplacer le joueur de 50 ans.

Selon The Independent, Tuchel a déclaré aux géants munichois qu'il souhaitait qu'ils ciblent Fernandes cet été, tout en exigeant également qu'un nouveau numéro six soit signé avant de signer un nouvel accord.

João Palhinha de Fulham était sur le point de rejoindre le Bayern l'été dernier, et l'entraîneur-chef expérimenté aurait demandé l'arrivée d'un milieu de terrain défensif et d'un meneur de jeu.

Tuchel appelle le Bayern à remplacer Fernandes

Le Bayern n'a pas réussi à remporter le titre de Bundesliga cette saison, mais il s'est qualifié pour les demi-finales de la Ligue des champions et aurait "un gros budget" pour le marché d'été.

Fernandes a fait son retour de blessure mercredi soir, en vedette dans le succès 3-2 de Man United à domicile contre Newcastle United en Premier League.

L'international portugais a marqué 15 buts et enregistré 12 passes décisives en 46 apparitions pour le 20 fois champion d'Angleterre toutes compétitions confondues cette saison.

Pendant ce temps, il a réussi 79 buts et 65 passes décisives en 231 matches pour Man United depuis son arrivée au Sporting Lisbonne en janvier 2020.

On pense que le Bayern est confiant dans sa capacité à convaincre Fernandes de rejoindre l'Allianz Arena, mais il a été rapporté que l'attaquant resterait à Man United cet été après une réunion avec les dirigeants du club.

Fernandes a exprimé le désir de rester à Man United

Après le choc de mercredi contre Newcastle, Fernandes a insisté sur le fait qu'il resterait à Man United jusqu'à ce que le club décide de le faire partir. Ten Hag a ensuite déclaré lors de sa conférence de presse d'après-match que Man United était déterminé à conserver Fernandes cet été.

Cependant, un départ du Portugais ne peut être totalement exclu, car Man United devra réaliser quelques ventes cet été afin de faire venir de nouveaux joueurs. Les Diables rouges sont également confrontés à la possibilité de rater complètement le football européen la saison prochaine, mais le Bayern serait en mesure d'offrir à Fernandes une action en Ligue des champions en 2024-25.

**Don't throw away your printer
Kyocera FS-6970dn**



**Contact : Le Quotidien
WhatsApp : 5886 1008**